

Laurent Fabius entendu par les juges dans le dossier Lafarge : « Cette audition est extrêmement inquiétante »

Interrogée sur l'affaire Lafarge, **Marie Dosé, avocate de l'association Sherpa**, veut « comprendre comment un ministre a pu être tenu dans l'ignorance d'informations aussi graves ».

« *Cette audition est extrêmement inquiétante* », a déclaré sur France Info mardi 31 juillet Marie Dosé, avocate de l'association Sherpa qui est partie civile dans l'affaire de financement de terrorisme présumé en Syrie qui touche Lafarge. *Le Monde* a en effet révélé lundi que l'ancien ministre des Affaires étrangères et actuel président du Conseil constitutionnel, **Laurent Fabius**, a été entendu le 20 juillet par les juges d'instruction en charge du dossier. Lafarge, cimentier français, a été mis en examen en tant que personne morale le 28 juin, notamment pour financement d'une entreprise terroriste et complicité de crimes contre l'humanité.

FRANCE INFO : Vous n'avez pas eu les réponses que vous attendiez de la part de Laurent Fabius ?

Marie Dosé : Non et cette audition est extrêmement inquiétante parce que Laurent Fabius a déclaré sous serment qu'il ne savait rien alors que son ministère savait tout. De nombreux documents ont été déclassifiés par le ministère des Affaires étrangères à la demande des juges d'instruction, et des notes diplomatiques démontrent que le Quai d'Orsay savait tout, du début jusqu'à la fin, c'est-à-dire le maintien de Lafarge en violation de la réglementation et ses tractations avec Daech. Comment est-ce que le Quai d'Orsay a pu ne pas en informer le ministre ? Il y a un vrai dysfonctionnement des institutions et ce qui m'effraie, c'est la sérénité avec laquelle Laurent Fabius nous explique qu'il ne savait rien. Comment peut-il accepter d'affirmer : « *Les seules fois où j'ai vu le PDG de Lafarge, c'était pour parler de développement durable et de la COP21* » ?

Ce qui vous choque, c'est donc que ses collaborateurs les plus proches ne lui remontaient pas ces informations ou les remontaient à d'autres personnes ?

Nous sommes en train de parler de financement du terrorisme, de complicité de crimes contre l'humanité. Comment peut-il accepter que ses proches collaborateurs aient gardé ça pour eux ? Il met en cause un dysfonctionnement énorme des institutions et, étrangement, il n'a pas l'air de trouver ça si scandaleux. C'est donc une audition un peu étrange.

Selon l'article du *Monde*, les informations reçues par le Quai d'Orsay étaient davantage transmises à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ou au ministère de la Défense. Qu'est-ce que ça veut dire, selon vous, du fonctionnement et du rôle de l'État dans cette affaire Lafarge ?

Soit les informations de la DGSE sont faites pour la DGSE et rien d'autre, à partir de là c'est donc un service de renseignement qui se renseigne et ne fait pas remonter l'information. Soit c'est un cabinet qui se trompe complètement sur les enjeux entre 2012 et 2016 en Syrie, et c'est très inquiétant sur ce que ça veut dire de la position française. En tout cas, il va falloir rendre des comptes. L'association Sherpa va demander l'audition de personnalités liées au cabinet de Laurent Fabius et de certains fonctionnaires. Nous devons comprendre comment un ministre a pu être tenu dans l'ignorance d'informations aussi graves. ■